

DÉCLARATION DE SHARM EL-SHEIKH SUR LES DEFIS DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

(Nous, Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, réunis en la onzième session ordinaire de notre Conférence, du 30 juin au 1^{er} juillet 2008 à Sharm El-Sheikh en Egypte :

Rappelant la décision d'adopter le Programme détaillé de développement agricole en Afrique (CAADP) du Sommet de Maputo en juillet 2003 comme Cadre pour l'accélération du développement agricole et de la sécurité alimentaire sur le continent ; la Déclaration de Syrte de 2004 sur les défis de la mise en œuvre d'un développement intégré et durable de l'agriculture et de l'eau en Afrique.

Rappelant également le Sommet sur les engrais de 2006 demandant la Révolution verte en Afrique et la Déclaration d'Abuja de 2006 sur la sécurité alimentaire qui désigne les produits agricoles stratégiques pour l'Afrique ;

Nous félicitant de la Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire dans le monde convoquée par l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation à son siège à Rome en Italie du 3 au 5 juin 2008, et en particulier, la reconnaissance de la nécessité d'augmenter la production alimentaire dans le monde ; les résultats de la 25^e Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Nairobi (Kenya) en juin 2008 ;

Préoccupés par la crise actuelle causée par la hausse des prix des denrées alimentaires, et surtout par ses conséquences néfastes sur les pays africains et les ménages pauvres et vulnérables ;

Nous félicitant également de la création du Groupe de travail de Haut niveau sur la crise alimentaire dans le monde ;

Reconnaissant que les prix élevés de denrées alimentaire détourneront les maigres ressources nationales des activités de développement destinées à satisfaire aux besoins urgents en importation de denrées alimentaires nécessaires à une bonne nutrition;

Conscients du fait que les causes principales des prix élevés des denrées alimentaires sont entre autres les demandes croissantes de céréales, en particulier au sein des économies en rapide croissance; la production du biocarburant à partir des céréales et la concurrence consécutive entre la sécurité alimentaire et les besoins en énergie ; les offres inadéquates dues à l'impact négatif de l'environnement, y compris le changement climatique, la désertification et la sécheresse sur nos capacités à nourrir une population mondiale croissante ; la faible productivité agricole due au faible investissement dans le domaine de l'agriculture en particulier en Afrique ; les prix élevés de l'énergie entraînant des coûts élevés des intrants et de transformation, en particulier les prix élevés des engrais et les coûts élevés des transports ;

Conscients également du fait que la crise pourrait être une occasion d'établir une coalition d'interventions à travers le continent, constituant un outil pour la renaissance de l'agriculture en Afrique capable d'accroître les revenus des petits exploitants agricoles, d'améliorer les moyens de subsistance, la nutrition et à terme la sécurité alimentaire en Afrique ;

DECLARONS NOTRE FERME ENGAGEMENT A :

- 1 Réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées en Afrique d'ici à 2015 et à éliminer la faim et la malnutrition sur le continent ;
- 2 Prendre toutes les mesures nécessaires pour augmenter la production agricole et assurer la sécurité alimentaire en Afrique, en particulier à travers la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP), du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de la Déclaration de Maputo de juillet 2003 ;
- 3 Soutenir les options prioritaires thématiques suivantes :
 - Accroître la production alimentaire et la productivité des principaux produits de base grâce à l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles pour des systèmes de culture diversifiée et de production animale, y compris des subventions ciblées dites intelligentes (engrais, semences améliorées, meilleur accès aux technologies et aux innovations) ;
 - Améliorer la production d'engrais dans les usines existantes et étudier la possibilité de créer de nouvelles en fonction de la disponibilité des matières premières dans la région ;
 - Appuyer les initiatives nationales et régionales relatives aux produits alimentaires et destinées à stabiliser les prix et à servir de stocks d'urgence ;
 - Renforcer la sécurité alimentaire et les systèmes d'information agricole et d'alerte rapide viables avec la participation des principaux acteurs ;
 - Adopter et appuyer les systèmes d'assurance agricole et de micro-crédit ;
 - Accroître la production grâce une gestion meilleure et durable des sols, y compris les technologies agricoles de conservation ;
 - Améliorer la transformation des produits alimentaires, les systèmes de crédit ; utiliser des systèmes de stockage améliorés ; et réduire au minimum les pertes post-messiales ;

- Promouvoir les cultures et technologies locales pour la production et la transformation de cultures riches en éléments nutritifs ;
- Améliorer les capacités logistiques pour le transport des vivres et des intrants agricoles dans les situations d'urgence.

4. Eliminer les défis que pose la hausse des prix des denrées alimentaires grâce aux mesures suivantes :

a) Mesures immédiates/ à court terme

- Aide immédiate aux populations vulnérables à travers l'aide alimentaire ciblée et les mesures de protection des revenus, y compris les transferts en espèces et/ou en nourriture pour lutter contre la faim et la malnutrition ;
- Intensifier la production et la productivité agricoles par l'utilisation de subventions ciblées aux intrants, en particulier les engrais et les semences améliorées, et promouvoir l'accès à l'eau et l'irrigation à petite échelle pour la production agricole ;
- Améliorer la gestion après les récoltes afin de réduire les pertes de récoltes dues au stockage et améliorer la transformation des produits agricoles;

b) Mesures à moyen et long termes

- Investir dans des mesures et interventions de protection de revenu appropriées qui incluent tant les mesures de protection pour atténuer les risques à court terme que les mesures de prévention destinées à empêcher les conséquences négatives à long terme ;
- Augmenter les investissements pour une croissance agricole soutenue, y compris l'augmentation des dépenses publiques pour l'infrastructure rurale, (routes, marchés, irrigation et techniques de collecte de l'eau, etc.), les services (micro-crédit, systèmes d'information commerciale, programmes d'assurance, etc.), la recherche agricole et le transfert et le développement des technologies (productivité accrue, gestion après les récoltes, vulgarisation, etc.);
- Améliorer les pratiques de gestion durable des terres notamment la gestion et la conservation de l'eau et des sols;

- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour le développement agricole ;
- Réviser les politiques en matière de biocarburant pour réserver à l'alimentation humaine et aux aliments pour animaux une plus grande quantité de céréales et d'oléagineux actuellement utilisés pour le carburant.

Nous en appelons à :

1. Un partenariat mondial qui traite les causes et les répercussions de la crise actuelle, aborde la question de la sécurité alimentaire dans le cadre plus complet de toute personne l'humanitaire et de son association avec les droits inaliénables de toute personne à la nourriture et à la vie, afin de soutenir les efforts aux niveaux national, régional et international visant à réduire la montée des prix des denrées alimentaires.

2. La conclusion rapide du Cycle de Doha visant à établir un commerce international réglementé, juste et libre, en particulier pour les produits alimentaires et agricoles, facteur indispensable d'une solution à long terme. La réduction substantielle des obstacles au commerce des produits agricoles et des subventions ayant des effets de distorsion sur le commerce, en particulier dans les pays développés, auront un impact sur la production alimentaire et l'investissement dans l'agriculture dans de nombreux pays en voie de développement, en particulier en Afrique.

3. Le lancement immédiat d'un dialogue international de haut niveau entre les exportateurs et les importateurs des denrées alimentaires des pays développés et des pays en voie de développement, visant à :

- a. Élaborer une stratégie internationale pour trouver des solutions à court, moyen et long termes à la crise actuelle;
- b. Examiner les risques de spéculation sur les prix des produits de base agricoles;
- c. Accroître les efforts visant à promouvoir le développement du secteur agricole dans les domaines de la mise en valeur des terres, à relancer la productivité et à promouvoir l'infrastructure nécessaire pour transporter et stocker les récoltes;
- d. Dynamiser la recherche scientifique dans le domaine des engrais et des nouvelles variétés de semences, une recherche qui surveille les effets des semences génétiquement modifiées sur la santé des hommes, des plantes et des animaux;
- e. Affronter sérieusement et efficacement le défi des changements climatiques en s'attaquant aux liens de causalité entre ce phénomène et

les modèles de consommation et de production existants, et leurs graves répercussions sur la sécheresse et la désertification des sols, ainsi que leurs conséquences directes sur la sécurité alimentaire dans le monde.

4. L'établissement d'un code de conduite international qui :
 - a. Tient compte de l'expansion actuelle dans la production des biocarburants comme alternatives sources d'énergie traditionnelle;
 - b. Fixe les normes pour l'utilisation responsable des biocarburants à base de céréales;
 - c. Réévalue les coûts sociaux et environnementaux réels des biocarburants, et limite leur production aux résidus agricoles et aux plantes non vivrières spécifiques;
 - d. Reconsidère les subventions offertes actuellement aux producteurs d'éthanol et de biodiesel pour les soumettre au respect des règles du commerce mondial. Ces subventions créent des distorsions dangereuses dans le système international actuel de la production agricole et du commerce.

Nous exhortons :

- Les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux, en particulier ceux participant au prochain sommet du G8 à Hokkaido, à apporter l'appui financier et technique nécessaire pour aider les pays africains à augmenter sensiblement leur production et leur productivité alimentaires et agricoles.
- Les CER à prendre des mesures proactives dans le cadre de leur assistance aux pays, à court, moyen et long termes, à travers l'identification de l'assistance technique requise au niveau régional;
- La Commission de l'Union africaine et le secrétariat du NEPAD à mettre sur pied un groupe de travail soutenu par la FAO, le PAM, l'IFAD, la Banque mondiale et les CER, capable de coordonner le suivi actif et opportun des actions prévues dans cette déclaration ; à faciliter la coordination de l'appui des partenaires de développement aux activités de programmation nationale en vue de trouver des solutions immédiates et à long terme à la crise des prix des denrées alimentaires, et à soutenir le dialogue avec les partenaires de développement au niveau national sur les réponses à la crise;
- Le Commission de l'Union africaine, le secrétariat du NEPAD, en collaboration avec la FAO, le PAM, l'IFAD, la BAfD et la Banque mondiale à élaborer un plan d'action à court terme pour augmenter sensiblement la production dans les deux prochaines saisons.

Nous nous engageons à déployer tous les efforts pour alléger les souffrances provoquées par la montée des prix des denrées alimentaires, pour renforcer le

développement de l'agriculture, augmenter la production et la productivité comme solution aux défis qui se posent à l'Afrique.

Fait à Sharm El-Sheikh, le 1^{er} juillet 2008

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Assembly Collection

2008

Declaration on Responding to the Challenges of High Food Prices and Agriculture Development

African Union

African Union

<http://archives.au.int/handle/123456789/292>

Downloaded from African Union Common Repository